



8 mai 1991

---

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

---

**PROJET DE DELIBERATION**  
**contenant la vérification de l'encaisse du Receveur**

---

Vu l'article 108ter, § 3, de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 décembre 1989 fixant la répartition des compétences entre ses Membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 décembre 1989 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'arrêté du 26 juin 1989 de l'Exécutif de la Communauté française portant un régime transitoire d'élaboration des budgets et des comptes de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale et plus particulièrement ses articles 168, 170 et 171;

Vu la décision du 7 décembre 1989 du Collège de la Commission communautaire française désignant ses délégués pour assurer la vérification de l'encaisse;

Vu le décret du 16 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française,

**LE COLLEGE ARRETE :**

*Article 1<sup>er</sup>*

Il est pris connaissance des procès-verbaux des vérifications de l'encaisse effectuées les 30 mars 1991 et 19 avril 1991.

*Article 2*

Ces vérifications seront adressées à l'Autorité de tutelle.

Bruxelles, le 8 mai 1991.

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture et de l'Aide aux personnes,

G. DESIR

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé,

J.-L. THYS

## VERIFICATION DE L'ENCAISSE DU RECEVEUR

L'an mil neuf cent nonante, le 30 mars, nous soussignés, nous sommes rendus au bureau du Receveur à l'effet de procéder à la vérification de caisse prescrite par les articles 168, 170 et 209 du règlement général sur la comptabilité communale (arrêté du Régent du 10 juin 1945).

A. A notre demande, le Receveur présente les espèces en caisse et les extraits de compte au 30 mars, d'après lesquels nous avons dressé le bordereau ci-après :

— Espèces en caisse :	77.639
— Crédit Communal compte à vue :	8.106.421
— Crédit Communal compte placement :	40.000.000
— Crédit Communal compte emprunts :	107.770
— Crédit Communal comptes emprunts consolidés :	305.181
— AVOIR A JUSTIFIER :	<u>48.597.011</u>

B. Procédant ensuite à la vérification des écritures d'après les registres, documents et mandats émis par le Receveur, nous avons établi la situation de la Commission communautaire française comme suit :

Recettes ordinaires 1990 :	1.001.372.178
Recettes extra 1990 :	412.951.
Recettes pour ordre 1990 :	134.621.613
Dépenses ordinaires 1990 :	— 930.853.159
Dépenses pour ordre 1990 :	— 49.898.111
Recettes ordinaires 1991 :	2.620.971
Recettes pour ordre 1991 :	15.336.490
Dépenses ordinaires 1991 :	— 113.107.966
Dépenses pour ordre 1991 :	— 11.907.956
— AVOIR JUSTIFIE :	<u>48.597.011</u>

Bruxelles, le 30 mars 1991.

Le Receveur int.,

J.-J. MASQUELIER

Les Délégués du Collège de la Commission communautaire française,

M. DENYS

D. BASTENIER

## CAISSE

63 × 1.000 .....	63.000
8 × 500 .....	4.000
77 × 100 .....	7.700
18 × 50 .....	900
77 × 20 .....	1.540
82 × 5 .....	410
89 × 1 .....	89
	<u>77.639</u>
Titre valant espèces .....	—
	<u>77.639</u>

# VERIFICATION DE L'ENCAISSE DU RECEVEUR

L'an mil neuf cent nonante et un, le 19 avril, nous soussignés, nous sommes rendus au bureau du Receveur à l'effet de procéder à la vérification de caisse prescrite par les articles 168, 170 et 209 du règlement général sur la comptabilité communale (arrêté du Régent du 10 juin 1945).

A. A notre demande, le Receveur présente les espèces en caisse et les extraits de compte au 19 avril, d'après lesquels nous avons dressé le bordereau ci-après :

– Espèces en caisse :	42.788
– Crédit Communal compte à vue :	213.795.251
– Crédit Communal compte placement :	170.000.000
– Crédit Communal compte emprunts :	107.770
– Crédit Communal comptes emprunts consolidés :	305.181
– AVOIR A JUSTIFIER :	384.250.990

B. Procédant ensuite à la vérification des écritures d'après les registres, documents et mandats émis par le Receveur, nous avons établi la situation de la Commission communautaire française comme suit :

Recettes ordinaires 1990 :	1.001.372.178
Recettes extra 1990 :	412.951.
Recettes pour ordre 1990 :	134.621.613
Dépenses ordinaires 1990 :	– 930.853.159
Dépenses pour ordre 1990 :	– 49.898.111
Recettes ordinaires 1991 :	614.677.975
Recettes pour ordre 1991 :	16.390.109
Dépenses ordinaires 1991 :	– 389.390.946
Dépenses pour ordre 1991 :	– 13.081.620
– AVOIR JUSTIFIE :	384.250.990

Bruxelles, le 19 avril 1991.

Le Receveur int.,

J.-J. MASQUELIER

Les Délégués du Collège de la Commission communautaire française,

M. DENYS

D. BASTENIER

## CAISSE

25 × 1.000 .....	25.000
7 × 500 .....	3.500
61 × 100 .....	6.100
18 × 50 .....	900
77 × 20 .....	1.540
122 × 5 .....	610
138 × 1 .....	138
	37.788
Titre valant espèces .....	5.000
	42.788

DEWARTCHET